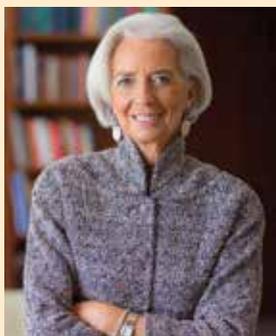


Acuité, flexibilité, service

Fondé il y a 70 ans, le FMI reste fidèle à sa mission en s'adaptant aux nouveaux défis qui affectent directement l'économie mondiale



Christine Lagarde est Directrice générale du FMI.

LA SINGULARITÉ du FMI tient à ce qu'il est capable de s'adapter et de se transformer au gré des circonstances. Fondé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a pour mission de promouvoir la stabilité et la prospérité de l'économie mondiale par les liens de la coopération et de l'intégration. Sa «constitution» — les Statuts établis à Bretton Woods — s'est avérée remarquablement résistante à l'épreuve du temps et suffisamment souple pour permettre au FMI de relever les nombreux défis auxquels ses pays membres ont eu à faire face au fil des ans.

Pour commencer, le FMI a contribué à la reconstruction de l'Europe après la guerre. Il a ensuite prêté son concours aux nations qui venaient d'accéder à l'indépendance, pour les aider à prendre pied dans l'économie mondiale après la décolonisation, et le nombre de ses membres a aussi enflé lorsqu'il a aidé les anciens pays communistes dans leur transition à l'économie de marché après la chute du Rideau de Fer.

Le FMI a aidé l'économie mondiale à s'adapter à un univers nouveau et déconcertant, après le démantèlement du système initial de taux de change fixes au début des années 70. Depuis lors, il a aidé ses pays membres à surmonter diverses crises financières dans différentes régions — l'Amérique latine dans les années 80, l'Asie dans les années 90, l'Amérique latine de nouveau au début des années 2000 et dans l'ensemble du monde à la suite de la Grande Récession.

Réponse sans précédent à la crise

La récente crise a engendré des défis sans précédent et le FMI y a apporté une réponse sans précédent — par l'appel de la relance budgétaire qu'il a lancé très tôt; par l'ampleur de ses concours financiers et par la création de nouveaux instruments tels que les prêts non porteurs d'intérêts aux pays à faible revenu et l'assurance préventive contre les crises pour les pays à revenu intermédiaire. Le FMI a aussi été un partenaire très recherché pour le développement des capacités : son assistance technique et ses cours de formation ont été sollicités par l'ensemble des pays membres ces dernières années.

Cette crise a amené le FMI à repenser son analyse et à adapter ses conseils. Il a acquis une conscience aigüe de l'interconnectivité croissante

de l'économie mondiale — et de la manière dont la politique d'un pays peut affecter les autres du fait de ses «retombées» économiques et financières. L'analyse des risques et vulnérabilités est désormais au tout premier plan dans son travail de surveillance, et il continue à moduler ses conseils en distillant l'expérience croisée de l'ensemble des pays.

La voie de l'avenir

Dans le futur immédiat, le FMI va continuer à aider ses pays membres à faire face aux conséquences de la crise financière, en particulier la croissance faible et le chômage élevé.

Sur le plan budgétaire, la priorité est de réduire le lourd fardeau de la dette publique de manière proportionnée au rythme de la croissance et à son impact sur la vie des citoyens. Sur le plan monétaire, l'enjeu consiste à s'ajuster aux nouvelles normes — en sortant en douceur de la politique ultra-accommodante et des concours non conventionnels avec le moins de remous possible. S'agissant du secteur financier, le but est de promouvoir et de soutenir le parachèvement des réformes afin de rendre le système plus sûr, plus solide et plus axé sur les services.

À plus long terme, les progrès époustouflants des technologies de l'information et de la communication vont donner à l'intégration financière une dimension sans précédent et la propulser dans des recoins du monde les plus reculés. L'approfondissement de l'intégration va nourrir la croissance et faire grandir les risques. L'expérience nous enseigne une leçon importante : plus l'intégration financière est poussée, plus la probabilité et l'ampleur des crises financières augmentent. Il est donc nécessaire d'affûter les outils de prévention des crises du FMI et de renforcer son soutien pour la résolution des crises.

L'avènement de nouveaux pôles économiques et financiers, reliés par des flux commerciaux et financiers encore plus considérables, peut éventuellement donner naissance à un nouveau paradigme dans le système financier mondial, 40 années après l'apparition d'un nouvel ordre, né des cendres du système de Bretton Woods basé sur l'or.

Il faut une nouvelle forme de multilatéralisme pour prendre en compte la plus large diffusion de

la puissance économique et éventuellement l'apparition d'accords monétaires limités fournissant des points d'ancrage nouveaux, mais non testés, pour la stabilité économique régionale. En tant que principal gardien du système monétaire mondial, le FMI se doit de continuer à adapter en conséquence ses modes et thèmes de travail — en restant axé avec acuité sur sa mission, mais flexible dans ses méthodes, et en tenant compte des changements structurels au sein de l'économie mondiale, de manière à servir au mieux ses pays membres.

Acuité, flexibilité, service, tels sont et resteront les principes directeurs du FMI.

Au-delà du domaine financier, les pays membres du FMI vont devoir faire face à un certain nombre d'enjeux cruciaux au plan macroéconomique : l'inquiétante aggravation des inégalités de revenu, la marche inexorable du changement climatique et — dans bien des domaines — l'exclusion persistante des femmes de la vie économique.

Remédier aux inégalités de revenu

Un des courants majeurs de l'histoire économique contemporaine est la disparité croissante entre les riches et les pauvres. En trois décennies, dans 24 des 26 pays pour lesquels nous disposons de données statistiques, les 1 % les plus riches de la population ont vu leur part du revenu national augmenter. Dans beaucoup de pays avancés, en particulier, l'inégalité atteint des niveaux jamais vus depuis l'Âge d'Or.

Une étude récente du FMI — portant sur l'évolution de 173 pays au cours des 50 dernières années — montre que les pays où les inégalités sont plus fortes tendent à avoir une croissance économique plus faible et moins durable.

Pour promouvoir plus fermement la croissance et la stabilité, le FMI ne peut que s'inquiéter de la disparité excessive des revenus. La politique budgétaire peut être efficace à cet égard, puisqu'elle a démontré son aptitude à réduire les disparités sociales au moyen de transferts et d'impôts sur le revenu, et l'élargissement de l'accès à l'éducation et à la santé demeure un impératif universel. Il nous faut donc promouvoir les mesures qui font le plus de bien et le moins de mal, tant dans le cadre de la surveillance que dans la conception des programmes de prêt du FMI.

Lutter contre le changement climatique

Le deuxième grand obstacle à la croissance et à la prospérité durables dans le monde du XXI^e siècle est le changement climatique. Les températures moyennes augmentent, ce qui accroît les risques de catastrophes naturelles plus fréquentes, de fluctuations plus larges de la production agricole et d'insécurité croissante des approvisionnements alimentaires et en eau. Dans les pays les plus pauvres, les effets du changement climatique vont exacerber la vulnérabilité de l'État, déjà fragile.

Cela a aussi de graves conséquences pour la croissance et la stabilité — et pour le FMI. Pour une large part, la solution consiste à fixer le juste prix de l'énergie, en en tarifant tous les effets secondaires. Cela permettra de réduire les dommages aujourd'hui et de stimuler les investissements dans les technologies à faibles émissions de carbone de demain.

L'élimination progressive des subventions énergétiques est dont un élément important de la solution. Dans bien des cas, les comportements ruineux pour notre planète sont en fait encouragés

en raison de choix politiques malavisés : les subventions directes et le manque à percevoir au titre des taxes sur les combustibles fossiles ont coûté près de 2.000 milliards de dollars, rien qu'en 2011. Pire encore, ces subventions profitent essentiellement aux classes les plus aisées — il y a donc beaucoup à faire pour lutter à la fois contre le changement climatique et contre la pauvreté.

Accroître la participation des femmes à la vie active

Face à ces menaces qui planent sur la croissance et la stabilité du fait des inégalités de revenu et de la dégradation de l'environnement, l'économie mondiale devra rechercher à l'avenir d'autres sources de vitalité. Une des voies à explorer consiste à donner aux femmes la possibilité de participer plus activement à la vie active. C'est une piste particulièrement pertinente au vu de l'évolution démographique : l'entrée d'un plus grand nombre de femmes dans la population active permettra de compenser le ralentissement de la croissance dû au vieillissement démographique.

Et, pourtant, nous sommes loin du compte. Les femmes comptent peut-être pour la moitié de la population du globe, mais elles représentent bien moins de la moitié de l'activité économique. L'écart des taux de participation entre les hommes et les femmes est flagrant partout dans le monde — il va de 12 % dans les pays de l'OCDE à 50 % dans certains pays émergents et en développement. La réduction de cet écart dans des régions telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ou l'Asie du Sud pourrait produire une hausse de 25 % du revenu par habitant.

C'est pourquoi le FMI soutient les mesures visant à assurer l'égalité des chances entre les sexes. Là encore, la politique budgétaire peut être la cheville ouvrière — par le financement public des congés parentaux, la création de systèmes de gardes d'enfants abordables et de haute qualité, ou encore l'établissement de crédits d'impôt et de prestations sociales pour les travailleurs peu rémunérés. Dans les pays en développement, les efforts sont souvent centrés sur la promotion de systèmes convenables de santé, d'éducation et de services financiers.

Ces maux — les inégalités, le changement climatique et l'exclusion des femmes des marchés du travail — minent de plus en plus la santé macroéconomique des pays membres du FMI. Ces problèmes doivent donc prendre une place plus importante dans nos travaux. Nous pouvons et devons développer une coopération plus efficace avec les autres entités actives dans ces domaines, et exploiter au mieux les divers moyens d'aide directe dont nous disposons.

Représentation et gouvernance

D'ici 20 à 30 années, la puissance économique sera bien moins concentrée dans les pays avancés et beaucoup plus largement dispersée dans toutes les régions du monde. Le FMI se doit d'être représentatif et de s'adapter à cette évolution pour conserver toute sa raison d'être. Cette institution appartient à 188 pays membres et travaille pour le bien de 7½ milliards de citoyens de notre Terre; sa gouvernance doit rester représentative et fidèle aux principes énoncés dans ses Statuts.

À court terme, cela signifie qu'il faut parachever au plus tôt la ratification de la réforme du FMI de 2010, y compris la 14^e Révision des quotes-parts. Cela permettra à plus long terme au FMI de poursuivre son chemin avec les ressources et la légitimité nécessaires pour accomplir sa mission — garantir la stabilité économique et financière mondiale. ■